



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2861
2 juin 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

Le journal
d'Arlette Laguiller

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Contre Macron et le patronat La lutte de classe est la seule voie



La fête 2023

Pages 7 à 11



Nathalie Arthaud, lundi 29 mai

PHOTOS LO

Leur société

- Le 6 juin : pour les retraites et les salaires 3
- Projet de loi immigration : course à l'infamie 3
- Campagne sur la fraude sociale : démagogie de bas étage 3
- Hôpital de Reims : un drame qui ne doit rien à la fatalité 4
- Migrants : l'extrême droite à l'offensive 4
- Procès pour non-assistance 4
- Sur le podium du cynisme 4
- Climat : planification des aides au patronat 5
- CMA-CGM : remorqué par l'État 5
- Arctic Challenge : un air de déjà vu 6

Dans le monde

- Allemagne : les retraites, un système injuste 6
- Turquie : Erdogan reste, la crise continue 12
- Espagne : la droite progresse sur le discrédit de la gauche 12
- Grande-Bretagne : "un futur plus radieux" pour les actionnaires de British Telecom 16
- Dette publique : le talon de fer de la finance 16

Dans les entreprises

- Disneyland - Paris : grève pour les salaires 13
- Gigafactory - Douvrin : imposer un salaire correct et un emploi pour tous 13
- Absentéisme : responsabilité patronale 13
- Fret SNCF : 5 000 travailleurs menacés 14
- Les responsabilités de la gauche de gouvernement 14
- Grenoble : micro-électronique et économie de guerre 15
- Rennes : Asem en colère 15

La fête de Lutte ouvrière



- La fête en images 8 et 9
- Nathalie Arthaud : "Mener jusqu'au bout la lutte de classe" 7
- "Faire revivre une conscience de classe internationaliste" 10 et 11

Derrière Macron, viser les vrais maîtres de la société

Depuis le 20 mars, 80 préparatrices de commandes de Vertbaudet, dans le Nord, sont en grève pour 150 euros d'augmentation de salaire. Payées à peine au-dessus du smic, confrontées comme des millions de familles ouvrières aux prix qui flambent, elles ne s'en sortent plus. Leur patron, un fonds d'investissement dirigé par le fils Fillon, a refusé la moindre augmentation générale de salaire et n'a accordé que des primes, alors que l'entreprise a réalisé 11 millions de bénéfices en 2022.

Menaçant de ne rien verser du tout si les syndicats majoritaires ne validaient pas ses miettes, l'entreprise a obtenu la signature de FO et de la CFDT. C'est l'habituel chantage patronal.

Une partie des ouvrières, soutenues par la CGT, ont refusé de céder et se sont lancées dans la grève, pour leur salaire et par dignité. Depuis deux mois, le patron a tout tenté pour les briser : embauche d'intérimaires pour les remplacer, recours à la justice, envoi de la police pour déloger le piquet de grève. L'intervention des CRS a envoyé une gréviste à l'hôpital.

Alors que Macron parle de processus de décivilisation, on se demande bien qui est décivilisé dans cette affaire ? Ces travailleuses qui se battent pour vivre de leur paie ? Ou leur patron et les CRS qui s'opposent à ce minimum ?

À chaque étape, le patron a trouvé le soutien de l'État et du gouvernement. Les macronistes n'ont cessé de dénigrer les grévistes, les accusant de ne pas respecter un accord majoritaire et même de menacer la pérennité de l'entreprise. Au moment précis où la police délogeait les grévistes, Borne recevait les confédérations syndicales à Matignon. C'est cela leur dialogue social !

Il n'y a pas à s'en étonner. Le gouvernement n'est qu'un paillason devant la grande bourgeoisie. Il ne cesse de déplorer l'inflation, mais il est incapable d'agir pour l'enrayer. Aux capitalistes qui s'enrichissent en augmentant les prix, il se contente de faire les gros yeux. Aux travailleurs qui se battent pour ne pas tomber dans la pauvreté, il envoie sa police.

L'inflation n'est pas une calamité naturelle. Les prix n'augmentent pas tout seuls. Ils sont fixés par la fraction la plus puissante des capitalistes, les Total, Engie, les céréaliers comme Cargill, les armateurs comme la CMA CGM, qui profitent des pénuries créées par une guerre, un virus ou une sécheresse pour augmenter les prix et spéculer.

Et quand ils ne trouvent pas de prétexte, ils en inventent !

Face à ce véritable racket, le gouvernement n'a même pas voulu reprendre ne serait-ce qu'une petite partie de ces surprofits par le biais d'une taxation exceptionnelle. Tout ce qu'il a fait est de mentir en présentant le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz comme un cadeau fait à la population. Non, le bouclier tarifaire n'est pas un cadeau, c'est un paiement différé de la rançon imposée par les grands groupes. Et nous aurons à la payer, demain, au travers du remboursement de la dette !

Le gouvernement a laissé les grands groupes de l'énergie nous faire les poches. Il les a laissés étrangler les petites entreprises avec des factures multipliées par cinq ou dix. Et ces voleurs-là ne sont pas recherchés par la police, ils n'iront jamais devant la justice. Ils ont pour eux la loi, la loi qui défend la propriété privée et le droit de la bourgeoisie à régenter toute la société.

La bourgeoisie règne en maître. Les emplois, les conditions de travail et de vie, la façon dont nous mangeons et nous nous déplaçons, l'air que nous respirons, l'avenir de la planète, dépendent de décisions prises par quelques milliers de grands actionnaires. Ces grands bourgeois peuvent organiser l'évasion fiscale, se comporter en bandits en col blanc, provoquer des accidents du travail ou des empoisonnements à l'amiante ou au chlordécone, on ne leur envoie pas les CRS pour les arrêter et les placer en garde-à-vue. Et quand ils sont poursuivis, ils ont des armées d'avocats pour utiliser toutes les subtilités de la loi. Au-delà de Macron, c'est à la dictature de la grande bourgeoisie que nous sommes confrontés.

Pour changer notre sort, c'est aux véritables maîtres que nous devons nous en prendre, c'est la dictature des capitalistes et des financiers que nous devons contester. Tant que l'on ne renverse pas cette dictature-là, il ne peut pas y avoir de bon président de la République, de bonne Constitution ou de bon Parlement.

Alors, il ne suffit pas de dénoncer les pantins et les porte-flingues de la bourgeoisie, il ne sert à rien de réclamer une police républicaine et un meilleur dialogue social, il faut s'affronter à la bourgeoisie elle-même, à ses capitaux et à son pouvoir de nuire à toute la société !

Nathalie Arthaud



Le 1^{er} mai, à Paris.

Le 6 juin : pour les retraites et les salaires !

Mardi 30 mai, Éric Coquerel, élu de La France insoumise et président de la commission des finances, a déclaré recevable la proposition de loi abrogeant le report à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite, déposée par le groupe LIOT, qui réunit des députés de droite et du centre.

Coquerel avait été saisi pour juger de la recevabilité financière de la proposition de loi de LIOT car, depuis plusieurs semaines, le gouvernement, Première ministre en tête, martelait qu'elle était inconstitutionnelle et ne pouvait donc être débattue à l'Assemblée, sous prétexte qu'elle entraînerait des dépenses supplémentaires pour l'État. Les macronistes voudraient bien en effet éviter un vote rendu bien incertain du fait de l'attitude d'une partie des députés de droite.

La décision de Coquerel ne garantit pas pour autant qu'un débat puisse avoir lieu le 8 juin, comme le calendrier parlementaire le prévoit. La présidente macroniste de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a assuré qu'elle « prendrait ses responsabilités » pour empêcher le vote de ce texte. Et de toute façon, même si la loi était adoptée par

les députés, elle tomberait « dans les toilettes du Sénat », pour reprendre la formule d'un élu de droite favorable à la réforme des retraites.

Cela rend bien dérisoires les déclarations des dirigeants syndicaux qui, en appelant à une journée de mobilisation le 6 juin, lui ont fixé l'objectif de « gagner le vote d'abrogation de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale », comme l'a déclaré Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Celle-ci s'est même dite prête à aller voir ensuite les sénateurs, assurant sans rire que le président du groupe LR, Bruno Retailleau, « n'ignore pas l'état de colère du pays face à cette réforme injuste, violente ».

Cette position, partagée par tous les dirigeants des confédérations, est dans la continuité de la politique menée depuis le début des mobilisations par l'intersyndicale, limitant leur objectif à faire



Le 28 mars, à Paris.

pression sur les différents rouages des institutions parlementaires. Le principal but des appareils syndicaux durant ces quatre mois était de prouver au gouvernement qu'il ne pouvait se passer de leur collaboration pour mener des attaques antiouvrières. En relançant début mai la mascarade du prétendu dialogue social, le gouvernement a montré qu'il avait reçu le message.

Les dirigeants syndicaux se préparent aujourd'hui à tourner la page. Parmi eux, celui qui le dit le plus clairement est le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger. Dans une interview au *Journal du Dimanche* le 20 mai, il a bien déclaré que « la bataille des retraites ne cessera jamais », mais en ajoutant que, pour autant, il

préférerait « obtenir des avancées concrètes pour les salariés plutôt que de poursuivre un but difficile à atteindre ».

Pour les travailleurs, les enjeux du mouvement contre la réforme des retraites sont tout autres. Même s'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent à faire reculer le gouvernement, les millions de salariés qui ont participé aux manifestations et ont fait grève ont pu commencer à mesurer leur force. Pour parvenir à mettre en échec les attaques programmées par le

patronat et le gouvernement à son service, c'est bien cette voie qu'il faudra prendre, celles des grèves et de l'organisation des travailleurs pour défendre leurs intérêts.

La journée de mobilisation du 6 juin doit être une nouvelle occasion de mettre en avant des revendications communes à l'ensemble du monde du travail, sur les retraites et les salaires, et d'affirmer que la bataille engagée doit se poursuivre.

Marc Rémy

Projet de loi immigration : course à l'infamie

« C'est le texte le plus ferme de ces vingt dernières années », affirme Darmanin à propos du projet de loi sur l'immigration que la majorité macroniste entend proposer, après négociation avec les sénateurs et députés LR.

Les échanges entre le ministre de l'Intérieur et ses anciens amis politiques du parti de droite, ou du moins ce qu'ils en laissent paraître dans les médias, sont un concours de déclarations plus infâmes les unes que les autres contre une partie de la classe ouvrière de ce pays. Au « Chiche ! » de Ciotti répond le « Chiche, travaillons ensemble » de Darmanin, comme une poignée de main de compères fomentant un nouveau mauvais coup contre les classes populaires.

Plus à droite, tu meurs :

ainsi se positionne maintenant Bruno Retailleau, président des sénateurs LR qui a déclaré « ligne rouge » la proposition gouvernementale de régulariser rapidement les travailleurs sans papiers dans les secteurs où les employeurs cherchent du personnel. Cet aspect du projet Darmanin n'est pourtant pas guidé par un sentiment d'humanité, mais par le désir de satisfaire les patrons du bâtiment et de la restauration. Cela n'empêche pas Retailleau de le dénoncer comme « une nouvelle pompe aspirante ». Et

de se donner une posture déterminée, en se déclarant « prêt à recevoir » le ministre de l'Intérieur, fort de son groupe de sénateurs et de députés dont les voix compteront pour soutenir le gouvernement lors du vote.

La concurrence entre les uns et les autres se traduit par le durcissement de mesures vis-à-vis des mineurs non accompagnés, souvent déjà dans une situation désespérée, concernant l'obtention de visas, l'établissement de quotas, la mise de conditions à l'aide médicale d'État ou encore le « contrôle à 360° des demandes de titres de séjour ». Cette surenchère et cette démagogie méprisables jugent leurs auteurs.

Viviane Lafont

Campagne sur la fraude sociale : démagogie de bas étage

Le 29 mai, Gabriel Attal, ministre délégué aux Comptes publics, a annoncé une série de mesures contre le prétendu fléau de la fraude sociale.

Selon le ministre, certains touchent le RSA sans y avoir droit, des retraites seraient versées à des ouvriers morts depuis longtemps et des aides au logement seraient indues. De faux assurés viendraient aussi en France pour se faire arracher gratuitement une molaire. Il oublie bien sûr de dire que des milliards d'euros d'aides sociales ne sont pas réclamés par ceux qui y ont droit, par lassitude, ignorance ou désespoir, et que cette aide, lorsqu'elle arrive, est une bien petite louche pour vider un océan de misère. Quant à l'économie ainsi espérée – Attal parle de 6 à 8 milliards d'euros – si même elle existait, elle ne serait rien à côté des 3 000 milliards de la dette publique, creusée par les multiples

cadeaux aux plus riches. Enfin le problème de la santé n'est pas les fausses cartes vitales mais les vraies coupes budgétaires et les vrais superbénéficiaires des sociétés du Big Pharma et des banques alors que le gouvernement, qui parle maintenant de recruter un millier de contrôleurs, a lui-même contribué à réduire les effectifs des organismes sociaux.

Avec ce discours contre la fraude sociale, il s'agit de mettre en accusation les travailleurs et de les diviser pour les affaiblir face aux attaques de l'État et des patrons. Cela ne mérite qu'une réponse : la lutte pour contraindre le patronat à payer aux travailleurs de quoi vivre dignement.

Paul Galois

Hôpital de Reims : un drame qui ne doit rien à la fatalité

Le meurtre d'une infirmière dans les locaux de l'hôpital de Reims et les blessures très graves infligées à une secrétaire médicale ont provoqué une énorme émotion dans les hôpitaux et au-delà.

La Première ministre Borne et le ministre de la Santé Braun ont immédiatement surfé sur cette vague en décrétant une minute de silence le 24 mai dans tous les hôpitaux du pays et en participant à celle qui avait lieu à Reims. Borne a fait part de sa « grande tristesse » et Braun a parlé « d'un drame qui nous anéantit tous ». Borne en a profité pour associer le drame de Reims à la mort dans des accidents de la route de trois policiers dans le Nord et d'un agent de la direction des routes en Charente-Maritime. Le lien entre ces décès n'était pas forcément évident à faire mais c'était l'occasion pour elle de rendre hommage à ceux qui « s'engagent pour servir, protéger et soigner les autres ».

Ces discours s'accompagnent depuis le drame de prétendues mesures concrètes. Braun a annoncé

un audit dans la semaine avec à la clé 25 millions d'euros par an. La mesure est dérisoire mais il a précisé sans rire que « s'il faut plus, nous mettrons plus pour corriger tout ça ». De qui se moque Braun ? En 2004, à l'occasion d'un drame identique à Pau ayant entraîné la mort de deux soignants, le ministre de la Santé de l'époque, Douste-Blazy, avait au moins annoncé l'arrêt temporaire de la fermeture des lits de psychiatrie.

Alors, pendant que Braun bavarde, tous les professionnels du secteur dénoncent ce drame comme un révélateur des tensions croissantes dans les hôpitaux, privés de moyens suffisants notamment pour la prise en charge des troubles mentaux. La presse s'est largement étendue sur le cas de l'agresseur de Reims. Présenté comme un « déséquilibré » déjà connu pour

avoir agressé quatre personnes, il déclarait en voulant au milieu hospitalier car il aurait été maltraité depuis des années dans les hôpitaux psychiatriques. On a aussi entendu que ce malade aurait dû être interné pour l'empêcher de nuire et que les agressions contre les soignants étaient de plus en plus nombreuses et violentes. Des journalistes ont même trouvé des professionnels, comme le président de la Fédération nationale des infirmiers pour s'en prendre aux malades, accusés « d'une forme de consumérisme médical », tout en dénonçant la misère des hôpitaux, en remettant en cause « la parole médicale ». S'en prendre ainsi aux malades est scandaleux quand les responsables de cette situation et de ces drames sont à chercher chez les politiciens au pouvoir depuis des années, dans des gouvernements de droite comme de gauche, dont le premier souci a été de faire des économies sur les moyens, notamment en

psychiatrie. Et avec des milliers de lits fermés et des recrutements de médecins et d'infirmiers largement insuffisants, comment s'étonner que, pour la seule Île-de-France, les psychiatres parlent de près de 60 000 malades sans prise en charge et livrés à eux-mêmes ?

Pour justifier cette politique d'austérité, les différents gouvernements se sont abrités derrière les avancées réelles ou supposées de la prise en charge

des troubles mentaux, et le fait que l'hospitalisation pouvait être remplacée par des structures ouvertes près du lieu de vie. Mais ce qui aurait peut-être pu être un progrès ne pouvait l'être faute de moyens humains et matériels.

On en arrive alors à des drames comme celui de Reims et les larmes de Borne et Braun n'enlèvent rien à leur responsabilité, qui est totale dans leur survenue.

Cédric Duval



Migrants : l'extrême droite à l'offensive

Quatre cents jeunes migrants africains qui occupent une école désaffectée rue Erlanger, dans le 16^e arrondissement de Paris, sont la cible d'attaques répétées de l'extrême droite.

Début mai, des militants du parti de Zemmour posaient fièrement devant l'école, avec une banderole « Reconquête ! ». Le 16 mai, des militants du groupuscule Les Natifs, issus de Génération identitaire, ont manifesté aux cris de « Rentrez chez vous ! », avec fumigènes et banderole réclamant l'expulsion des

migrants. Quelques jours plus tard, un militant de l'association Utopia 56, qui organise l'occupation depuis avril, a trouvé aux abords de l'école un sac contenant de grandes limes à métal, des disques de disquesuses et des boulons.

Les insultes et menaces contre Utopia 56, et contre les migrants qu'elle défend

sont devenues quotidiennes. À Tours, l'association a reçu des excréments dans sa boîte à lettres ; et le 22 mai, la porte d'entrée de son local a été vandalisée.

Comme pour l'affaire de Saint-Brévin-les-Pins, l'État reste silencieux. Quant à la maire de Paris, elle vient de donner raison aux manifestants d'extrême droite en demandant un référé judiciaire pour obtenir l'expulsion des migrants.

Comme le dit à juste titre la présidente de France Terre d'Asile : « Ces exemples ne sont pas des cas isolés. Ils sont le fruit d'une stratégie organisée. » Dans un contexte où de nombreux politiciens de tout bord rivalisent de démagogie contre les immigrés, des militants d'extrême droite passent à l'acte. Aux travailleurs, français et immigrés unis, de les stopper.

Julie Lemée

Procès pour non-assistance

Cinq militaires chargés des secours dans la Manche au large du Pas-de-Calais ont été mis en examen jeudi 25 mai pour non-assistance à personne en danger ayant entraîné la mort de 27 migrants, dont des enfants, qui tentaient de gagner l'Angleterre. Ils ont malgré tout été laissés en liberté.

Ces militaires n'avaient pas tenu compte des appels de détresse des occupants qui avaient demandé à une quinzaine de reprises qu'on leur envoie des secours parce que leur bateau prenait l'eau. Il ne pouvait s'agir de négligence ou d'erreurs de communication, les propos d'une opératrice ayant révélé le cynisme et la cruauté des gens qui, censés avertir les navires de sauvetage, ont au contraire laissé sans état d'âme les

migrants se noyer. « Aidez-nous s'il vous plaît, nous sommes dans l'eau, nous sommes en train de mourir », disait l'un d'entre eux qui implorait les secours d'agir. L'opératrice n'avait alors trouvé à dire que ce commentaire à ses collègues : « T'entends pas, tu seras pas sauvé. J'ai les pieds dans l'eau, bah... je t'ai pas demandé de partir. »

On dresse les militaires à réprimer, voire tuer ceux que leurs supérieurs leur désignent comme des ennemis, même et y compris lorsqu'il s'agit de pauvres gens en détresse qui quittent leur pays avec leurs enfants pour tenter de vivre mieux. Les responsables de cette politique devraient être à leurs côtés sur le banc des accusés.

M. L.

Sur le podium du cynisme

Pour préparer les Jeux olympiques de 2024, le gouvernement déplace des sans-abri vivant dans des camps ou des hôtels d'hébergement d'urgence en Île-de-France vers des villes de province.

Les hôteliers veulent pouvoir louer leurs

chambres à prix d'or, et le gouvernement aimerait que la misère ne se voie pas trop à Paris pendant les Jeux. Pour ce qui est de planquer la misère plutôt que d'y mettre fin, il est sûr de gagner la médaille d'or.

E. G.

Climat: planification des aides au patronat

Le 20 mai, dans une interview, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, a annoncé le plan gouvernemental pour faire face au scénario « réaliste » d'un réchauffement qui serait d'ici 2100 de 3°C à l'échelle de la planète et de 4°C en France métropolitaine.

En novembre dernier, le même ministre annonçait pourtant fièrement sur son site : « COP27 : l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C a été préservé », à l'issue de la grand-messe annuelle et numérotée des chefs d'État consacrée au climat. C'est bien l'aveu que ces politiciens ne croient pas une seconde aux objectifs qu'ils affichent, quels qu'ils soient.

De son côté, lundi 22 mai, en présidant un Conseil national de la transition écologique, la Première ministre Elisabeth Borne, entourée de pas moins de dix ministres, a mis en scène une prétendue « planification écologique » en vue de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2030. Rien que les dernières

années, l'absence de détermination du gouvernement a été si manifeste qu'une institution aussi servile que le Conseil d'État a condamné le 10 mai l'État français pour « inaction climatique ».

Borne n'a présenté pour l'instant aucune mesure concrète. Elle a affirmé que tout le monde fera un effort : « Au total, la moitié de l'effort sera accomplie par les entreprises, notamment les grandes entreprises, un quart par l'État et les collectivités, et le dernier quart par les ménages. » Pour les entreprises, l'effort consistera à tendre la main.

Borne a cité en exemple le fabricant de chaux Lhoist, grand émetteur de CO₂, qui vient de signer un contrat de décarbonation avec l'État et l'UE. L'investissement est

de 160 millions. Les subventions de l'Union européenne atteignent déjà 125 millions et l'État français doit compléter. En guise de décarbonation, son dirigeant affirme « travailler sur la réutilisation de ce carbone, mais, aujourd'hui, il faut aller vite, et c'est pour cela que nous avons opté pour la séquestration ». Le carbone sera donc stocké en mer du Nord, en legs aux générations futures.

Globalement, Macron a déjà promis 10 milliards d'euros pour la décarbonation de l'industrie, un fromage qui suscite bien des convoitises car aucune entreprise capitaliste, a fortiori les grandes, ne sacrifiera un centime de profit pour l'avenir de la planète.

En revanche, il n'y a aucun doute que l'addition sera présentée aux travailleurs, sous forme d'augmentations du prix de l'énergie, de restrictions de chauffage ou de déplacements, par l'abandon des



secteurs publics utiles à la population. Et ce sont encore eux qui font et feront de plus en plus les frais de la catastrophe climatique en marche. Les épisodes de canicule, de sécheresse, d'incendies, conjugués aux inondations meurtrières, frappent déjà les populations les plus pauvres.

La seule planification à la portée d'un gouvernement,

dans le cadre d'une économie de marché, consiste à subventionner les capitalistes d'une main et à rançonner les travailleurs de l'autre. Agir contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur les populations est indispensable et urgent. Mais le préalable nécessaire est d'exproprier la classe capitaliste.

Christian Bernac

CMA-CGM : remorqué par l'État

Le 8 mai, CMA-CGM a racheté la division transports et logistique du groupe Bolloré, pour cinq milliards d'euros. La compagnie maritime, déjà troisième mondiale dans le transport de conteneurs, devient ainsi l'une des premières dans le transport maritime, terrestre et aérien.

Ces trois dernières années, CMA-CGM a fait plus de 40 milliards de profits. Il a dépensé 36 milliards d'euros pour acheter des équipements portuaires, des remorqueurs, des entrepôts, des avions, des bateaux et des trains partout dans le

monde. CMA-CGM est entré dans les médias, se payant le quotidien *La Provence*, puis une participation dans M6 et, le 28 mai, le quotidien économique *La Tribune*. Il est aussi entré dans le transport de voitures, les ferries, le fret aérien, les satellites.

La liste est aussi longue que les commentaires élogieux des médias et des ministres, qui ne peuvent pourtant pas cacher que cette brusque fortune vient d'un vol manifeste. Les profits monstrueux de CMA-CGM, comme ceux de ses deux concurrents et partenaires, Maersk et MSC, ont découlé de leur activité dans le transport maritime et du fait qu'ils ont multiplié leurs prix par dix, en profitant de la situation de crise post-Covid. Les médias sont en revanche plus discrets sur la façon dont la compagnie en est arrivée à pouvoir ainsi taxer le commerce mondial.

La famille Saadé, propriétaire et dirigeante de CMA-CGM, armait en 1978 un seul navire, sur la ligne Beyrouth-Marseille. Liée au président libanais Hariri et à son ami Chirac, elle bénéficia d'un sérieux coup de pouce en 1996 et paya 20 millions de francs l'acquisition de la CGM, que l'État venait de renflouer à hauteur de 1,3 milliard de francs. L'affaire donna lieu à un procès, qui

s'est depuis perdu dans les sables. Puis la famille Saadé développa une flotte de porte-conteneurs sur la route Chine-Europe, ses bons rapports avec l'État lui facilitant aussi bien les crédits bancaires que les amitiés administratives chinoises. La crise financière de 2008, suivie du quasi-arrêt du commerce mondial, ruina les compagnies maritimes. CMA-CGM n'avait alors plus un centime, mais devait cinq milliards de dollars aux banques et avait des bateaux en commande pour cinq autres milliards. Là encore, l'État intervint pour apporter sa garantie et faire patienter les créanciers.

En plus des ports et de leurs infrastructures, indispensables aux porte-conteneurs géants, l'État a également offert des lois sur mesure à CMA-CGM. Il a créé un pavillon de complaisance, le RIF, qui permet aux armateurs de bénéficier des avantages nationaux sans toutefois avoir à payer les

salaires, les impôts et les cotisations sociales correspondantes. Les matelots recrutés de par le monde sont ainsi payés au tarif du pays dont ils viennent, et évidemment pas suivant les bénéfices de l'armateur. Étant désormais en grande majorité des travailleurs indépendants, ils peuvent être débarqués sans préavis, comme en 2008, ou au contraire être contraints de rester à bord 18 voire 24 mois, comme lors de la pandémie. Autre faveur, CMA-CGM n'est pas imposé sur les bénéfices mais sur le tonnage de ses navires, comme une charcuterie qui serait imposée sur sa superficie et pas sur le métrage de boudin qui en sort. Enfin, l'Union européenne permet aux armateurs de déroger aux lois sur les ententes d'entreprises et, sous de vertueux prétextes écologiques, subventionne largement le renouvellement de leurs flottes.

Si l'État est la vache à lait des capitalistes en général, cette vache a eu pour CMA-CGM une mamelle géante.

Paul Galois



Arctic Challenge : un air de déjà-vu

La préparation à la guerre continue. Après les manœuvres de débarquement sur la plage de Sète en février, les combats de chars en Champagne au printemps, le *Charles-de-Gaulle* dans l'océan Indien en avril-mai, les Rafale de l'armée de l'air sont en Baltique depuis le 29 mai.

Ils participent à Arctic Challenge, un rassemblement de coordination de 150 avions venus des armées des États-Unis et de leurs alliés européens, quatorze pays en tout. L'exercice est placé sous commandement finlandais, pays limitrophe de l'ennemi désigné, la Russie. Le but

est de vérifier l'interopérabilité des matériels et des équipages. Le budget est évidemment inconnu, mais rien n'est trop beau pour se préparer à mourir pour les banquiers et les industriels.

La préparation politique se poursuit également, avec les débats sur le Service national universel



En Finlande, des Rafale prêts pour l'Arctic Challenge.

ou le nécessaire passage à l'économie de guerre, et les militaires pérorant à toute heure contre la Russie ou la Chine sur les chaînes d'information. Tout cela opère un véritable battage militariste et nationaliste. La guerre, qui a déjà commencé pour bien des peuples,

devient chaque jour un peu plus présente pour le public français, un peu plus proche, un peu plus menaçante.

Les télévisions et les sites du ministère de la Défense proposent des chromos poétiques d'Arctic Challenge, des escadrilles

au soleil levant et des passages sur la banquise bleutée façon *Top Gun*. Dans la réalité, ce genre de processus conduit à des villes bombardées en ruine et à des images comme celles de Guernica, Dresde ou Hiroshima.

Paul Galois

Allemagne : les retraites, un système injuste

Pendant le mouvement sur les retraites en France, nombre de porte-parole de Macron répétaient qu'en Allemagne l'âge de départ est déjà de 67 ans. De fait, l'âge légal de départ en retraite est effectivement élevé, mais il n'atteint pas encore 67 ans.

Depuis la dernière contre-réforme sous Angela Merkel (en 2007), cet âge est rallongé progressivement pour atteindre 67 ans en 2030 ; il est aujourd'hui à 65,7 ans. En 2030, pour partir à taux plein à 67 ans, il faudra avoir cotisé 35 années : loin des 43 annuités de France. Les carrières longues, à savoir les personnes comptant 45 annuités de cotisation, pourront, elles, partir en retraite à taux plein à 65 ans.

Depuis bientôt vingt ans, le nombre de personnes âgées vivant dans la misère ne cesse d'augmenter en Allemagne. L'une des causes est cette dernière attaque, en 2007, parce que peu de travailleurs peuvent tenir au-delà de 64 ans : aucun

employeur ne veut plus de vous, ou bien la santé ne suit pas. Mais s'arrêter plus tôt signifie des pénalités, une retraite définitivement amputée. Ensuite, cette contre-réforme introduisait la capitalisation : la faiblesse des retraites doit inciter tous ceux qui le peuvent à placer de l'argent dans une retraite complémentaire. C'était introduire insidieusement la prévoyance privée et individuelle, en commençant à miner la gestion collective, un peu plus solidaire.

La CDU (droite) a récemment proposé de repousser encore l'âge de départ, à 69 ou même 70 ans, et de renforcer la part des retraites par capitalisation. Car c'est de cela qu'il s'agit d'abord : drainer de formidables sommes vers

des fonds spéculatifs.

Dans la baisse continue des pensions de retraite, la raison plus fondamentale encore est la chute des salaires, surtout les plus petits, ceux que touchent les salariés précaires ou peu qualifiés. Le nombre de travailleurs pauvres qui, tout en travaillant à plein temps sont si mal payés qu'ils doivent postuler, en complément, aux aides sociales, ne cesse d'augmenter. Et le nombre de retraités obligés de continuer à travailler entre 65 et 74 ans a doublé depuis 2012.

Le taux de remplacement, donc ce qu'on touche par rapport au salaire, se monte à environ 45 % du dernier salaire. Ces dernières années, les pensions de retraite ont carrément décroché. En réaction, les gouvernements ont... baissé les cotisations patronales pour les retraites.

En moyenne, la retraite des hommes s'élève à

1 227 euros (avec très peu d'écart entre l'Ouest et l'Est), celle des femmes est de 1 082 euros à l'Est (où les femmes travaillaient presque toutes), mais de seulement 737 euros à l'Ouest ! Et c'est une moyenne, qui signifie que beaucoup de femmes, à l'Ouest, devraient se contenter de pensions de retraite de 300 ou 400 euros mensuels. Comment, dans ces conditions, vivre seule, se séparer d'un mari violent ?

Le nombre de celles et ceux qui ne perçoivent qu'une retraite de misère, quelques centaines d'euros, et ont déposé une demande de minimum vieillesse augmente sans cesse, de 12 % rien que l'an dernier. Longtemps, la situation des retraitées a été présentée comme une fatalité, voire une normalité : puisqu'elles travaillaient à temps partiel, quoi de plus logique que de toucher une retraite partielle ?

En réalité, même des femmes ayant travaillé à temps complet peuvent toucher des retraites dérisoires, ayant occupé des emplois dans des secteurs à très bas salaires majoritairement féminins, comme la petite enfance, l'aide à la personne, le nettoyage ou l'hôtellerie-restauration, la vente au détail (boulangeries, fleuristes, coiffeurs, prêt-à-porter...). En mettant bout à bout jobs à bas salaires, minijobs, intérim, temps partiel, interruptions de carrière, toutes

conditions dans lesquelles les femmes sont surreprésentées, quoi d'étonnant à ce que leurs retraites soient misérables ? Sans même parler de leur travail domestique qui, lui, est totalement gratuit. Dans l'un des pays les plus riches du monde, des personnes âgées en sont réduites, après une vie de labeur, à collecter des bouteilles dans les poubelles pour les échanger contre la consigne.

Une autre injustice flagrante du système concerne la différence persistante entre l'Ouest et l'Est, trente-trois ans après la réunification allemande. Il vient certes d'être mis fin à l'injustice la plus grossière, l'écart arbitrairement fixé entre la valeur d'un point de retraite en Allemagne de l'Ouest ou de l'Est. Mais les retraites de l'Est ne rejoindront pas pour autant celles de l'Ouest, étant donné le chômage qui sévit à l'Est depuis la réunification et les salaires qui y sont nettement plus bas, de 25 % en moyenne !

Partout, le capitalisme vit des inégalités et des divisions, qu'il entretient sciemment. Pour obtenir des salaires et des retraites dont on puisse vivre dignement, les habitants de la partie orientale du pays, les femmes travailleuses ou les migrants, et finalement l'ensemble du monde du travail, n'auront pas d'autre choix que de se faire entendre, et de se battre toutes et tous ensemble !

Alice Morgen



"Allemagne riche, retraités pauvres".

Nathalie Arthaud, le 28 mai : **“Mener jusqu’au bout la lutte de classe”**

Le week-end des 27, 28 et 29 mai, la fête de Lutte ouvrière a été un grand succès. Pendant trois jours, dans le parc boisé de Presles, des dizaines de milliers de personnes ont pu avoir un petit aperçu de ce que pourrait être une société humaine et fraternelle. Les deux meetings de Nathalie Arthaud, dont nous publions ici des extraits, ont été bien sûr deux moments d'enthousiasme.



[...] Cette fraternité, nous en avons eu un avant-goût pendant les quatre mois de mobilisation que nous venons de vivre. Les manifestations où nous nous sommes retrouvés à des centaines de milliers à travers le pays, tous secteurs et toutes professions confondues, public et privé, jeunes et moins jeunes, ont fait renaître plus qu'un sentiment de solidarité : la conscience de former un camp, une classe sociale, une force collective qui aspire à se faire respecter.

Cela n'a pas suffi pour faire reculer Macron. Non parce qu'il serait invincible, mais parce que notre camp n'a pas utilisé son arme principale : la grève qui se répand d'usine en usine et de secteur en secteur. La grève qui fait mal au portefeuille du grand patronat et, derrière lui, aux parasites de l'aristocratie financière. La grève qui permet aux travailleurs de discuter de leurs affaires, de s'organiser, de prendre des initiatives et se faire craindre. [...]

Face aux menaces de guerre : non à l'union sacrée !

Nous sommes confrontés à tout un système qui nous enfonce aussi dans les guerres. [...] Les bruits de bottes se multiplient. Non seulement à cause de la

guerre en Ukraine et des risques d'escalade militaire, mais aussi parce que les États-Unis et, derrière eux les impérialismes de seconde zone, dont la France, préparent l'opinion à la possibilité d'une guerre contre la Chine. Et ils ne font pas que préparer l'opinion ! Tous les États se réarment à marche forcée. Ils augmentent leurs dépenses militaires et veulent passer, expliquent-ils, à une économie de guerre. [...]

Le silence des partis d'opposition est même assourdissant. S'ils se taisent, c'est qu'ils n'ont rien à redire à la politique de Macron. [...] Si la guerre venait à se généraliser, les prétendus leaders de l'opposition finiraient par se mettre au garde-à-vous devant Macron pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Comme leurs ancêtres politiques l'ont d'ailleurs toujours fait : c'est ce que l'on appelle l'union sacrée.

Eh bien, nous serons peut-être les seuls, mais nous ne ferons pas l'union sacrée derrière Macron ! [...] Aucun soutien à la politique belliqueuse du gouvernement français ! Non aux livraisons d'armes ! Non au doublement du budget de la défense ! Non au militarisme et au nationalisme !

Renverser le capitalisme, une nécessité

Le renversement du capitalisme est une nécessité pour assurer un avenir à la planète et à l'humanité tout entière. [...] 34 millions de personnes ont été déplacées suite aux catastrophes climatiques. Combien d'autres demain ?

Oui, le réchauffement climatique, qui est la conséquence de la pollution, est en train de bouleverser la vie de l'humanité. Et il est à mettre sur le compte d'une société où les profits et les cours boursiers passent toujours avant le reste. Alors, on n'y fera pas face sans remettre en cause les fondements mêmes de notre système économique : la propriété privée, la concurrence et la course à la rentabilité.

Tous les gouvernements parlent maintenant d'industrie décarbonée ou



PHOTOS SERGE D'IGNAZIO

d'industrie verte. Mais attention, ils ne forcent pas les industriels à moins polluer : ils les incitent en les arrosant de milliards ! [...]

La grande mode chez les gouvernants, c'est de parler de planification. Mais qu'est-ce qu'ils sont en train de planifier ? Le réarmement. La planification la plus poussée aujourd'hui est celle de la production des munitions, des chars et des missiles.

Mener la lutte de classe contre le patronat

Davantage d'injustice, davantage d'inégalités, davantage de guerres, voilà ce que les capitalistes et leurs serviteurs politiques nous réservent, à nous et à nos enfants ! Alors, à la propriété privée d'une toute petite minorité, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production. À la concurrence et au marché aveugle, il faut opposer la coopération et la planification. Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme !

Seule une minorité a conscience de la nécessité et de la possibilité d'un tel bouleversement. Même les travailleurs combatifs et conscients d'avoir à mener la lutte de classe contre le patronat ne se croient pas capables d'aller jusqu'à renverser la classe capitaliste et de prendre eux-mêmes le pouvoir.

Et comment cela serait-il possible, quand tous les politiciens se présentent comme le messie ? Regardez comment Le Pen, qui s'est tenue à l'écart de la mobilisation sur les retraites, s'est empressée de dire que le peuple a encore le moyen de supprimer la retraite à 64 ans : c'est de voter pour elle en 2027, parce qu'elle abrogera la loi. C'est de la foutaise ! [...] Si Le Pen est élue, elle fera ce que la bourgeoisie lui demandera de faire, comme les autres, avec en prime sa politique anti-immigrés, sa politique qui sème la division et affaiblit les travailleurs, et qui renforce les racistes et les xénophobes jusque dans les rangs de la classe ouvrière. Cela la place d'emblée dans le camp des capitalistes.

Mélenchon, lui, ne peut pas dire « Attendez 2027 que je sois élu », puisqu'il n'est pas sûr d'être candidat de la Nupes, si tant est que la Nupes tienne jusqu'à la prochaine présidentielle. Mais le cœur y est. Si ce n'est pas lui qui l'affirme, les dirigeants de La France insoumise, du PS ou du PCF le disent : préparez-vous à voter pour l'union de la gauche et vous serez sauvés ! Mais qu'ils nous expliquent alors pourquoi la gauche au pouvoir n'est jamais revenue sur les reculs imposés par la droite !

Pour être capable de résister aux pressions de la grande bourgeoisie, il faut être prêt à la combattre

vraiment, jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'expropriation de ce qui constitue la base de sa domination : ses capitaux. Il faut être convaincu que la société peut fonctionner sans cette couche de parasites. [...] C'est cette conscience-là qui doit se diffuser. Ce n'est véritablement possible que lorsque les travailleurs se mobilisent. [...] Quand la mobilisation est dirigée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes, ils découvrent non seulement leur capacité à agir, mais surtout à prendre des initiatives et à s'organiser pour les réaliser. C'est dans ces moments-là aussi qu'ils peuvent réfléchir en dehors des sentiers tracés par la bourgeoisie, évoluer et se transformer. C'est en se mettant en action que les travailleurs peuvent réaliser qu'ils représentent une force politique. [...]

Oui, c'est dans ces moments-là que les travailleurs peuvent massivement s'emparer des idées révolutionnaires. Et c'est pour ces moments-là qu'il est indispensable de se battre aujourd'hui pour faire exister un parti communiste révolutionnaire. Un parti communiste révolutionnaire capable de s'armer de tout le capital politique que les dirigeants révolutionnaires qu'étaient Marx, Lénine, Rosa Luxembourg, Trotsky ont tiré de la longue et riche histoire du mouvement ouvrier. [...]

LA FÊTE EN IMAGES







Le 28 mai :

“Faire revivre une conscience de classe internationaliste”

Un mot caractérise les relations internationales actuelles, c'est le mot « guerre », avec tout ce qu'il implique de souffrances, de morts et d'horreurs. La guerre est le lot habituel et dramatique pour de nombreux pays d'Afrique. Elle a redémarré au Soudan. Le Sahel est gangrené par un état permanent de guerre civile. Il en est de même pour l'Afghanistan, le Pakistan, la Birmanie. Au Moyen-Orient, la colonisation de la Palestine par Israël, avec les réactions de défense qu'elle soulève, pourrait être qualifiée de guerre de Cent Ans. Depuis un an et demi, la guerre ravage aussi l'Ukraine. [...]



Toutes ces guerres se mènent sur fond d'une autre guerre: la guerre de classes. C'est précisément parce que les grands groupes capitalistes se livrent une guerre économique féroce qu'ils s'attaquent partout à la condition ouvrière, aggravent l'exploitation, la précarité, les inégalités et la misère. Des millions de travailleurs de par le monde sont soumis à des situations dignes de l'esclavage. Dès qu'ils tiennent sur leurs deux jambes, des enfants sont mis au travail au Congo, au Bangladesh, en Turquie...

Près d'un milliard de femmes et d'hommes sont en situation de malnutrition dans le monde, et ce sont tous des femmes et des hommes qui travaillent, récoltent ou

vendent ce qu'ils peuvent! Eux aussi sont victimes de la guerre que mène la classe capitaliste pour ses profits, sa rentabilité, ses cours boursiers, ses sinécures.

Un des aspects les plus révoltants de cette guerre de classe, c'est la guerre menée à l'échelle de la planète toute entière contre les femmes, les hommes et les enfants qui ont été forcés de quitter leur pays.

Ce ne sont pas seulement des frontières administratives, des murs, des barbelés, des camps et des prisons qui sont dressés contre ces femmes et ces hommes. Ce sont des marines de guerre, des bataillons de policiers, des forces équipées de moyens militaires: radars, drones, hélicoptères...

Sous une forme ou sous une autre, la guerre est omniprésente, parce qu'elle est au cœur même du système capitaliste. [...] Alors, camarades et amis, il n'y a pas de petit coin de paradis épargné par le système capitaliste. Il n'y a pas d'échappatoire durable à la folie de ce système. Le mieux que nous ayons à faire, c'est de comprendre les causes et les mécanismes qui mènent à ces guerres et c'est de nous donner les moyens d'y faire face pour assurer un avenir à l'humanité.

« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage ».

[...] Le monde entier est transformé en arène où les grandes puissances rivalisent dans une guerre économique de tous les instants.

Qui contrôle ou contrôlera, demain, telle ou telle chaîne de production, telle ou telle matière première, tel ou tel procédé de fabrication? Qui va avoir accès à l'énergie au coût le plus faible? Qui aura accès à l'eau, aux terres les plus fertiles?

Le pétrole, le gaz, les satellites, les semi-conducteurs, les métaux rares, le numérique... tout est l'objet de rapports de force, de chantages, de rapines et de domination. [...]

Si les trafiquants de drogue mènent leur guerre économique avec des kachnikovs, la grande bourgeoisie a beaucoup mieux: elle dispose de son gouvernement et d'un appareil d'État qui peut faire jouer sa puissance diplomatique et, au besoin, son état-major et son armée.

Voilà pourquoi nous vivons, de nouveau, sous la menace d'une guerre généralisée. Un siècle après la Première Guerre mondiale, quatre-vingts ans après une Deuxième Guerre mondiale! Voilà pourquoi le combat contre le système capitaliste est en train de devenir une nécessité pour la survie de l'humanité! [...]

Il n'y a pas de signal indiscutable qui nous indiquerait que les dirigeants du monde capitaliste ont fait le choix de la marche à une nouvelle guerre mondiale. Mais ils marchent sur la corde raide en s'engageant toujours plus aux côtés de l'Ukraine contre la Russie. [...]

Face à cette situation, tous les pays se préparent à la guerre. Ils s'entraînent même déjà, puisque l'Ukraine est devenue le champ de manœuvre sur lequel toutes les grandes puissances testent leurs armes, avec la peau des Ukrainiens et des soldats russes! Et tous se réarment à marche forcée et passent à une économie de guerre.

En France, Macron a porté la loi de programmation militaire à 413 milliards d'euros. En deux lois de programmation militaire, ce budget aura doublé en France! En Allemagne, le gouvernement a débloqué 100 milliards d'euros pour

procéder au réarmement du pays. Le Japon, qui a pourtant officiellement renoncé à la guerre selon sa Constitution, va doubler son budget militaire d'ici 2027, sous la pression américaine et parce qu'il est voisin de la Chine. Et, champion du monde toutes catégories, il y a évidemment les États-Unis, avec plus de 800 milliards de dollars chaque année. La Chine, présentée comme l'agresseur et la menace mondiale, arrive loin derrière, avec 300 milliards.

L'an dernier, à l'échelle du monde, plus de 2200 milliards de dollars ont été consacrés aux dépenses militaires. C'est cent fois la somme nécessaire pour électrifier entièrement l'Afrique subsaharienne, cent fois la somme nécessaire pour éradiquer la tuberculose, le sida et le paludisme d'ici à 2030.

Leur guerre n'est pas la nôtre

[...] La population ukrainienne est devenue, à son corps défendant, l'instrument et la victime d'une rivalité qui la dépasse. Les villes bombardées et détruites, les familles vivant dans des caves ou au milieu des ruines, les soldats se terrant dans des tranchées boueuses, toutes ces morts et ces souffrances engendrées par l'invasion de l'armée

russe ne peuvent laisser indifférent. Et on ne peut que se sentir humainement solidaire de cette population qui endure tant de souffrances depuis plus d'un an.

Mais, pour que le peuple ukrainien soit sauvé, on ne peut pas s'en remettre aux puissances impérialistes occidentales. Ce n'est pas pour les beaux yeux des Ukrainiens que les États-Unis et l'Union européenne aident aujourd'hui l'Ukraine contre l'invasion de Poutine!

De l'Algérie à l'Indochine, du Vietnam à l'Irak, du Rwanda à l'Afghanistan, leurs interventions étrangères, même quand elles étaient drapées de considérations humanitaires, ont toujours eu pour but de défendre leurs intérêts, jamais ceux des peuples. Aujourd'hui, au Mali et au Burkina Faso, les troupes françaises ressemblent si peu à des libératrices qu'elles sont rejetées par la population. Et combien de fois l'armée américaine est-elle intervenue au Moyen-Orient?

Qu'est-ce qu'ils ont apporté en Irak et en Libye, si ce n'est la destruction et la décomposition de ces deux pays? Qu'est-ce qu'ils ont apporté en Afghanistan, sinon plus de misère et une immense déception de la part des femmes et de ceux qui avaient placé leurs espoirs dans la puissance américaine?





► C'est une réalité que Poutine tente d'exploiter en se présentant comme le champion de la lutte anti-impérialiste. Mais il représente la même politique d'oppression et de domination.

Les Poutine, les Xi Jinping, les Biden, Macron et Cie représentent des camps rivaux. Mais contre les travailleurs et les plus pauvres, ils forment un front uni. Dans la guerre de classe, ils sont tous du côté des capitalistes, des pilliers et des exploités ; du côté des oligarques, pour ce qui est de Poutine ; du côté des nouveaux capitalistes pour ce qui est de Xi Jinping, et du côté des plus grands financiers de la planète pour ce qui est de Biden. Alors ne nous laissons embrigader ni dans un camp ni dans un autre !

En 1915, en pleine Première Guerre mondiale, Lénine proposait aux travailleurs de s'adresser ainsi à leurs dirigeants : « Vous, les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage ; nous, les ouvriers de tous les pays belligérants, nous vous déclarons la guerre, la guerre pour le socialisme ! »

Gardons tout cela en tête. Parce que si le capitalisme condamne l'humanité aux guerres, l'humanité, elle, n'est pas condamnée au capitalisme ! Une autre société est possible : une économie débarrassée de la propriété privée, du marché, de la concurrence et de la loi du profit ; une société basée sur la propriété collective des moyens de production et organisée démocratiquement pour répondre aux besoins de tous à l'échelle internationale ; une économie sans rapports d'exploitation entre les hommes, sans rapport de domination entre pays. Alors, les mots de coopération, d'entraide et de solidarité internationale

prendront leur véritable signification et il en sera fini de toutes ces guerres fratricides !

Les opprimés ont montré des dizaines de fois qu'ils n'acceptent pas éternellement de subir. Ils se battent avec les moyens qu'ils trouvent, mais ils ne cessent de se battre. Cette année, la révolte en Iran, partie des femmes et portée par toute la jeunesse montre qu'il arrive toujours des moments où la révolte est plus forte que la peur. Des moments où l'action et la témérité de quelques-uns en encouragent d'autres et conduisent des centaines, des milliers, des millions à oser faire ce qu'ils n'imaginaient même pas quelques jours avant ! Mais il faut plus que du courage pour transformer les révoltes en révolution victorieuse.

Reconstruire une Internationale

[...] À chaque fois, ce qu'il a manqué, c'est que les masses révoltées imposent leur politique, parviennent à s'organiser et à faire émerger leur propre direction pour établir un pouvoir populaire et ouvrier.

Dans le passé, il a fallu des dizaines d'années de révoltes ouvrières, souvent noyées dans le sang, pour que les travailleurs comprennent qu'il leur fallait construire leur propre direction politique, c'est-à-dire leur propre parti ; et qu'ils devaient les construire avant la tornade révolutionnaire pour ne pas se retrouver une énième fois, impuissants face aux événements. C'est à partir de cette expérience vivante du mouvement ouvrier que des générations d'ouvriers et de jeunes intellectuels révoltés, comme Marx ou Engels, comme Lénine, Rosa Luxemburg ou Trotsky, s'attelèrent à la tâche de construire des partis communistes révolutionnaires dans tous les pays et de les rassembler en une Internationale, conçue pour être un parti mondial de la révolution.

C'est ce qui a été perdu et qu'il faut reconstruire aujourd'hui pour que l'immense courage et combativité des opprimés débouchent sur des victoires et refassent à nouveau tourner la roue de l'histoire en avant ! Oui, ce qu'il faut reconstruire, ce sont non seulement des



PHOTOS LO

partis révolutionnaires, mais une Internationale.

La vision nationaliste, consistant à analyser telle ou telle situation à l'échelle nationale et à chercher des solutions pour son propre pays, est complètement dépassée. Le capitalisme s'est déployé à l'échelle de la planète, il a fondu l'humanité et les exploités dans un sort commun et il pose désormais les problèmes à l'échelle de la planète. [...] C'est sur la base de cette interdépendance, sur la base de la concentration des moyens de production et des gains de productivité qui en découlent que l'on peut envisager une société capable de subvenir aux besoins vitaux de toute l'humanité.

Alors, mettons en commun les immenses moyens de production que l'humanité a développés, les multinationales, les satellites, les compagnies maritimes ! Gérons rationnellement à l'échelle mondiale les ressources énergétiques ou les matières premières comme des biens communs à tous ! Faisons travailler ensemble, à l'échelle de la planète, les chercheurs, levons les brevets et tous les droits de propriété qui freinent le progrès ! Faisons circuler les idées et la culture sans

obstacle ! Permettons à tous, et plus seulement aux riches de voyager. Voilà qui ferait faire un bond en avant à toute l'humanité !

La bourgeoisie a mondialisé l'économie à sa manière, sauvage, barbare parce que son seul objectif était, et demeure, la recherche du profit pour une petite minorité. Aux travailleurs de la transformer en un monde égalitaire, riche de toutes les cultures... C'est le sens du communisme ! Ce mot a été dévoyé, caricaturé par bien des dictatures à commencer par la dictature stalinienne. Mais il représente l'idéal le plus beau qui soit : les États-Unis socialistes du monde !

À l'assaut du pouvoir de la bourgeoisie

Notre sort, notre émancipation dépend de notre capacité à faire revivre la conscience de classe ; la conscience d'avoir à se battre avec tous nos frères d'exploitation contre les exploités ; cette conscience de classe ne peut donc être qu'internationaliste !

[...] Nous n'avons jamais été aussi entremêlés. La classe ouvrière des pays impérialistes n'a jamais été aussi internationale. En France, aucune entreprise, aucun hôtel, aucun restaurant, aucun chantier, aucun

hôpital, aucun Ehpad ne fonctionnerait sans le travail quotidien de millions de travailleurs étrangers. Cette année, le meilleur boulanger de Paris s'appelle Tharshan Selvarajah, il est tamoul du Sri Lanka ! En 2021, il était d'origine tunisienne, tout comme Taieb Sahal, le vainqueur de 2020...



SERGE D'IGNAZIO

Et il suffit de monter dans un métro ou dans un RER vers les 6 heures du matin pour rencontrer des travailleurs du monde entier.

Quand on appartient à la classe ouvrière, que l'on soit algérien, marocain, pakistanais, russe ou ukrainien ou français, on est exploité. Alors, entre nous tous, il ne faut pas de frontières ! [...] À toutes les haines nationalistes ressassées, au racisme et aux préjugés sexistes, opposons notre conscience d'appartenir à la même classe sociale, opposons la conscience que tous les combats menés par les travailleurs, quel que soit le pays où ils se déroulent, sont aussi notre combat, opposons la conscience qu'un jour nous monterons, ensemble, à l'assaut du pouvoir de la bourgeoisie !



Turquie : Erdogan reste, la crise continue

Au deuxième tour des élections présidentielles en Turquie, Recep Tayyip Erdogan a été élu, pour la troisième fois, par 52,2 % des voix contre 47,8 % à son adversaire, Kemal Kılıçdaroglu, candidat de l'ensemble des partis de l'opposition, l'Union nationale.

Malgré le rejet d'une grande partie de la population à l'idée d'un troisième mandat, le président et son parti l'AKP l'ont emporté. Erdogan a, au passage, bafoué la Constitution qu'il avait lui-même élaborée et qui lui interdisait de se présenter de nouveau. Dans les sondages, il était donné perdant au premier tour, ce qui était vraisemblable, ne serait-ce qu'en raison de l'incurie manifestée par les pouvoirs publics après le tremblement de terre du 6 février ainsi que de l'incapacité du gouvernement à répondre aux problèmes des classes populaires.

Et, en effet, Erdogan non seulement n'a pas été élu au premier tour, mais

jamais l'écart entre son adversaire et lui n'avait été aussi faible. Les 2,8 millions d'électeurs de Sinan Ogan, arrivé en troisième position, appelés à reporter leurs suffrages sur Erdogan, ont pu faire la différence, l'écart au deuxième tour étant d'environ 2,3 millions de voix. Mais, surtout, tous les moyens d'État ont été mobilisés par le président-candidat. Les médias, déjà presque tous à son service, ont été saturés de sa propagande. Les fausses nouvelles, comme celle du soutien apporté à Kılıçdaroglu par le parti nationaliste kurde interdit, le PKK, n'ont pas manqué de circuler. La propagande électorale du candidat de

l'opposition a été muselée. Ainsi ce dernier a subi une interdiction d'envoi de SMS aux électeurs, tandis que l'AKP y était autorisée. Les menaces émanaient du ministre de l'Intérieur, qui avait déployé gendarmes et policiers. Enfin, il est certain que des fraudes ont été commises, comme à l'élection présidentielle de 2017 lors de laquelle des quantités importantes de faux bulletins avaient été retrouvés. Lors du dernier scrutin, des opposants, connus, comme le dirigeant du parti communiste turc, le TKP, ont eu la surprise de constater, au dépouillement de son propre bureau de vote, que Kılıçdaroglu n'avait aucune voix.

Cependant, ce dernier, dirigeant du parti kémaliste CHP, allié en l'occurrence avec le Bon parti, nationaliste de droite, a choisi de tourner sa campagne d'entre les deux tours vers



Livre turque : l'inflation en lumière.

les électeurs de l'extrême droite, flattant les préjugés anti-immigrés, attaquant les Syriens dont la situation est de plus en plus difficile en Turquie, menacés de reconduite à la frontière au moindre contrôle policier. Or, dans ce domaine, Erdogan avait de l'avance, de même que dans la propagande militariste et nationaliste antikurde.

Le seul point commun

à l'alliance de l'opposition, l'Union nationale, était son hostilité à Erdogan et à l'AKP, son candidat se bornant à quelques promesses de lendemains merveilleux. Les travailleurs, écrasés par la crise et l'inflation, n'avaient pas, et n'ont pas, à lui faire confiance. Pour imposer leur droit à une vie décente, ils ne devront compter que sur leurs propres forces.

Julien Silva

Espagne : la droite progresse sur le discrédit de la gauche

Dimanche 28 mai, après une déroute sévère aux élections municipales et régionales dans quatorze communautés autonomes sur dix-sept, le gouvernement de gauche espagnol a décidé d'avancer au 23 juillet les législatives initialement prévues pour l'automne.

Le principal parti du gouvernement, le Parti socialiste (PSOE), a perdu plus de 400 000 voix à l'échelle nationale. Son allié Podemos, le parti de Pablo Iglesias, disparaît des conseils municipaux de Madrid et Valence, respectivement capitale et troisième ville du pays, et de cinq gouvernements régionaux qu'il partageait avec les socialistes. La droite remonte, avec plus de sept cent mille voix d'avance pour le Parti populaire (PP), qui ne retrouve toutefois pas ses niveaux historiques de 2011. C'est donc bien la dégringolade des résultats de la gauche qui met la droite en position de force et va lui permettre de gouverner dans presque toutes les régions, à condition de trouver des alliances avec le parti d'extrême droite Vox, qui continue à progresser.

Face à la débâcle, le

chef du gouvernement, le socialiste Pedro Sanchez, a annoncé mardi 30 mai des élections législatives anticipées. Bien que les multiples alliances et recombinaisons de la « gauche de la gauche » compliquent les comparaisons, il est évident que Podemos paie tout autant que le PSOE ses quatre ans passés au gouvernement. Au cours de ces quatre années, les

classes populaires, frappées par la crise économique aggravée par la pandémie, ont attendu en vain que la gauche apporte les solutions miracle promises. Le « gouvernement le plus progressiste de l'histoire » n'a pas résolu la crise du logement, qui a encore empiré après l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, malgré la promesse de quelques dizaines de milliers de logements sociaux en plus. Il n'a pas empêché la baisse des salaires réels mangés par l'inflation, malgré une revalorisation du salaire minimum annoncée en fanfare.



Ni le chef du gouvernement, Sanchez, ni le leader de la droite, Feijoo, n'ont quoi que ce soit à offrir aux travailleurs.

Quant à la précarisation du travail, l'invention d'un nouveau CDI au rabais a fait monter le nombre d'embauchés en fixe, mais sans pour autant les protéger de la précarité.

Comble de l'hypocrisie, le « dialogue social » a récemment permis de trouver un accord entre syndicats et gouvernement sur les retraites... sans remettre en cause le report de l'âge légal à 67 ans, et même en accélérant son application. Enfin, beaucoup d'anciens électeurs de Podemos, s'ils n'avaient pas beaucoup d'illusions sur l'amélioration de leur sort, espéraient tout de même une abrogation des mesures répressives adoptées par la droite contre le mouvement des Indignés de 2011, la fameuse Ley Mordaza (la « loi bâillon »). Ils en ont été pour leurs frais.

La déception aura fait s'abstenir beaucoup d'électeurs de gauche. Pourtant, le gouvernement de Pedro Sanchez n'a fait que son travail en alignant des milliards pour le patronat pendant la pandémie, en augmentant considérablement le budget

militaire pour participer au réarmement général, et en envoyant les blindés de la police contre les métallos en grève à Cadix, en 2021. Son travail est bien de démobiliser les classes populaires et les travailleurs en se présentant comme l'aboutissement de leurs luttes, puis de leur faire avaler des pilules de plus en plus amères, au moment où la droite était discréditée par des affaires de corruption.

La gauche de gouvernement, social-démocrate ou « radicale », le paie d'une claque électorale. Pour les travailleurs, aux conséquences de cette politique va désormais s'ajouter l'arrogance retrouvée d'une droite renforcée appuyée sur une extrême droite nostalgique du franquisme. Face à un patronat à l'offensive, ils ne devront compter que sur leur combativité et leur conscience de classe, et certainement pas sur les politiciens paniqués qui proposent, avec une nouvelle union de la gauche, de remettre une pièce dans la machine à illusions.

Laura Samos

Disneyland – Paris : grève pour les salaires

Le 30 mai, plus de mille salariés de différents secteurs du parc Disneyland de la région parisienne ont fait grève.

La revendication principale était de 200 euros net pour tous, à laquelle s'ajoutent le doublement des indemnités kilométriques, le travail du dimanche payé double ainsi que la fin des horaires dits adaptés concernant certains services qui ont pour conséquence l'augmentation de l'amplitude horaire journalière.

La mobilisation a démarré mi-avril quand deux assemblées générales, dans les équipes de nuit et de jour, ont eu lieu dans le secteur

de la maintenance. La centaine de travailleurs réunis, conscients de la nécessité d'élargir le mouvement, avaient alors préparé un tract signé «Mouvement anti-inflation» pour s'adresser aux 17 000 collègues du site et décidé la mise en place de comités pour préparer les prochaines échéances.

Une seconde assemblée, début mai, avait permis aux participants des deux équipes de maintenance de voir que les rangs des salariés prêts à se mettre

en grève grossissaient. La décision de débrayer deux heures à la jonction des équipes, et de se réunir à un endroit du parc où passent de nombreux collègues avant leur prise de poste, avait été votée à l'unanimité.

Ce premier débrayage avait réuni près de 200 salariés le 10 mai. Le très bon accueil reçu et les nombreuses discussions avaient renforcé le moral des participants qui avaient alors voté un second débrayage le 23 mai. Cette fois, 500 travailleurs y avaient participé. La grève pour le mardi 30 mai avait été votée à l'unanimité.



La direction avait alors convoqué les syndicats vendredi 26 pour leur proposer une prime de 125 euros. La réaction des salariés, très largement partagée, était qu'ils ne demandaient pas l'aumône et qu'avec cette provocation, la direction œuvrait à la réussite de la journée de grève.

C'est donc ce qui s'est produit. Les très nombreux collègues en grève, dont la détermination a été renforcée par l'augmentation constante du nombre de camarades mobilisés, ont décidé de reconduire la grève samedi 3 juin.

Correspondant LO

Gigafactory – Douvrin : imposer un salaire correct et un emploi pour tous

La «Gigafactory de batteries» ACC (Stellantis, TotalEnergies, Mercedes) à Douvrin, dans le Pas-de-Calais, a été inaugurée mardi 30 mai au matin par une brochette de ministres français, allemands et italiens et les PDG des trois entreprises.

Si les médias et les ministres sont euphoriques et promettent un avenir radieux pour les travailleurs de la région de Lens, ceux de la Française de Mécanique, Stellantis-Douvrin, sont eux plutôt en colère. Une manifestation a été organisée le matin même contre la fermeture de l'usine de moteurs qui compte encore 1 200 travailleurs, dont l'immense majorité ne savent pas ce qu'ils vont devenir.

L'usine était fermée ce jour-là car les patrons craignaient les réactions de ceux qui subissent leur politique. 250 personnes se sont rassemblées loin de l'usine qui était interdite d'accès, et des représentants d'une dizaine d'usines Stellantis étaient présents. Des délégations de

la CGT et de Sud (Poissy) ont pris la parole pour dénoncer l'utilisation par le PDG de Stellantis, Tavares, du passage à l'automobile électrique pour à la fois rafler des centaines de millions d'argent public (1,3 milliard au total pour ACC), et justifier la suppression de milliers d'emplois dans le groupe. Pour rappel, Stellantis, Total et Mercedes ont fait, à eux trois, des dizaines de milliards de profits en 2022.

À Douvrin, la Française de Mécanique comptait encore 6 000 emplois il y a quelques années. Ils seront maintenant 1 200 à disparaître sous peu. Que ce soit la fermeture de la fonderie, il y a vingt ans, ou le compactage des ateliers il y a dix ans, la direction a

toujours justifié ses décisions sous le prétexte de sauver l'avenir du site de Douvrin et ses emplois. Ensuite vint le mensonge de la voiture électrique qui devait assurer l'avenir de tous. Aujourd'hui, ils promettent de nombreux emplois... pour 2030. Les promesses deviendront, comme d'habitude, des mensonges. En attendant, dans l'usine, les cadences continuent d'augmenter, les horaires sont modifiés en permanence, une ambiance insupportable est créée dans les ateliers pour dégoûter le maximum de salariés et tenter de les licencier ensuite.

Il faudra obliger Tavares à maintenir le salaire et l'emploi de tous, embauchés ou précaires. Les participants étaient bien conscients qu'ils devront se revoir souvent pour s'organiser et créer le rapport de force indispensable pour cela.

Correspondant LO

Absentéisme : responsabilité patronale

Selon une étude de la compagnie d'assurance AXA publiée le 22 mai, l'absentéisme au travail aurait atteint un record en 2022, avec 44 % de salariés ayant été au moins une fois en arrêt maladie dans l'année.

Cette hausse touche toutes les catégories de personnel, à commencer par les jeunes de moins de 30 ans, avec un taux de 55 %, et les plus âgés qui s'arrêtent en moyenne deux fois plus longtemps que l'ensemble des salariés. Plus surprenant, le taux d'absence des cadres, habituellement peu coutumiers des arrêts maladie, a augmenté de 41 % sur trois ans.

Les tenants de l'étude expliquent les arrêts de courte durée en partie par les différentes vagues du Covid liées au variant Omicron. Ils concluent en outre que les jeunes n'ont plus le sens des responsabilités ni le goût du travail, comme si, auparavant, ils s'épanouissaient à se faire exploiter huit heures par jour pour un salaire minable sous les ordres d'un petit chef ! La principale cause résiderait cependant dans les troubles psychologiques de salariés « qui ne trouvent plus de sens dans leur travail », dégoût qui peut en mener certains jusqu'au burn-out, comme le constate un médecin du travail. Quant aux cadres, celui-ci dit en recevoir « de plus en plus, qui se

confrontent pour la première fois au monde de l'entreprise et en reviennent dégoûtés. »

Que les arrêts de travail se multiplient n'a rien de surprenant. Quand les patrons licencient pour faire des économies, la même production sort avec moins de salariés, et ceux qui restent subissent une charge supplémentaire de travail avec une augmentation des cadences. Les bas salaires et une inflation en hausse poussent certains à faire des heures supplémentaires pour tenter de boucler leur budget. Les trajets sont de plus en plus longs, les logements près des centres étant devenus hors de prix. Quant au temps libre qui reste, il est sans cesse grignoté par une multitude de tracasseries, entre la recherche d'un médecin, les queues à faire, conséquence de la dégradation des services publics, etc. À cela s'ajoute aussi la perspective de devoir supporter deux années supplémentaires de ce régime avant la retraite.

Les salariés subissent tout cela pour voir les gros capitalistes s'enrichir de plus en plus en aggravant leurs conditions de travail. Il ne manquerait plus que la clique gouvernementale au service du patronat les insulte en les traitant de fainéants.

Marianne Lamiral



Fret SNCF : 5 000 travailleurs menacés

Après des semaines de rumeurs, le ministre des Transports, Clément Beaune, a réuni le 23 mai les syndicats pour annoncer une restructuration de la filiale Fret de la SNCF, qui va frapper 5 000 travailleurs.

Fret SNCF va être liquidée, avec 500 postes supprimés et la coupure de l'entreprise en deux filiales dont le capital serait ouvert au privé ; 30 % des trafics devraient être cédés à d'autres entreprises.

Formellement, cette annonce fait suite à une enquête pour distorsion de concurrence lancée par la Commission européenne après la plainte d'entreprises concurrentes déposée en janvier dernier. Celles-ci accusent l'État d'avoir favorisé Fret SNCF en reprenant à sa charge une dette de 5,3 milliards d'euros. En réalité, ce plan est l'aboutissement de quinze ans d'attaques, où chaque gouvernement, de gauche comme de droite, a prétendu « sauver le fret ». L'enquête de la Commission européenne sert de prétexte pour achever un processus de démantèlement au profit des capitalistes du secteur, entamé en fait en 2006.

En France, celui-ci compte plus de vingt entreprises concurrentes, dont les plus grosses sont la SNCF et DB Cargo, elles-mêmes impliquées dans cette guerre commerciale. En 2022, la SNCF a ainsi racheté une compagnie portugaise, Tarkargo, via une de ses propres filiales privées, Captrain. En Allemagne, la filiale fret de la Deutsche Bahn – DB Cargo – est menacée pour des raisons similaires. La plainte pour distorsion de concurrence s'inscrit dans la rivalité permanente entre ces entreprises.

Dans cette guerre entre capitalistes, ce sont les travailleurs qui paient. À Fret SNCF, les conditions de travail se dégradent depuis des années. Au triage de Sibelin près de Lyon, elles sont telles que les intérimaires n'y restent pas. Les conducteurs de train de la SNCF comme de DB Cargo ont des journées de travail de plus en plus chargées. Dans les bureaux du Fret de Lyon, les

agents sont débordés de travail, plusieurs ont fait des burn-out. Ces reculs sur les salaires et les conditions de travail sont bien antérieurs au plan Beaune.

Alors, chez les cheminots de Fret SNCF, l'idée que l'on a déjà suffisamment accepté de sacrifices fait son chemin, d'autant plus qu'il est évident que le gouvernement et la direction ne cessent de mentir. Ainsi, lors de la filialisation du fret, la direction avait prétendu

que les filiales resteraient liées à la SNCF. Elle se veut rassurante mais reste muette sur les conséquences concrètes de ce plan.

Les cheminots savent qu'en étant coupés de la

SNCF, ils perdront la possibilité de retrouver un poste en son sein, et divers droits et services qui comptent dans les conditions de travail, comme l'accès à des cabinets médicaux par

exemple. Les travailleurs de Fret SNCF ne sont en rien responsables de la guerre des patrons du rail pour les marchés. Ils n'ont pas à la payer, mais à se battre.

Correspondant LO



Les responsabilités de la gauche de gouvernement

Dans le *Journal du Dimanche* du 28 mai, les principaux dirigeants de la gauche, Olivier Faure pour le PS, Mathilde Panot pour LFI, Fabien Roussel pour le PCF et Marine Tondelier pour EELV, ont signé, en commun avec les dirigeants syndicaux et diverses associations, une tribune appelant « l'État français à ne pas sacrifier Fret SNCF ».

Selon l'appel, il faut « sortir le fret ferroviaire du marché de la concurrence et créer un grand service public, unifié et cohérent, de transport ferroviaire et routier de marchandises ». L'appel serait moins hypocrite si les gouvernements de gauche n'avaient pas eux-mêmes largement mis en œuvre la privatisation du fret ferroviaire comme du transport de voyageurs et organisé son dépeçage.

En février 1997, la SNCF

était coupée en deux : RFF (Réseau Ferré de France) héritait de la propriété et de la gestion du réseau tandis que la SNCF devenait un simple exploitant ferroviaire, susceptible d'être mis en concurrence. La droite avait voté cette séparation, et Gayssot, ministre PCF des transports dans le gouvernement de Jospin, se chargea des décrets d'application. Ce gouvernement dit « de gauche plurielle » de 1997 à 2002, intégra aussi

Mélenchon en son sein et eut d'ailleurs le triste record du nombre de privatisations de la V^e République.

Le fret ferroviaire fut le premier secteur à être soumis à la concurrence en 2006, sous Chirac. La convention collective du fret mise en place par le patronat ferroviaire fut très régressive. Au lieu du miracle promis de développement du fret, son trafic a au contraire été divisé de moitié depuis cette date et les effectifs de cheminots ont été laminés.

Revenant au pouvoir en 2012 avec Hollande, la gauche se garda bien de revenir sur cette catastrophe ou de créer ce « grand service public du transport ferroviaire » aujourd'hui réclamé. Au contraire, malgré une grève des cheminots de deux semaines en juin 2014, elle transféra les 50 000 cheminots chargés de l'infrastructure dans une nouvelle structure baptisée SNCF Réseau. Ensuite, le gouvernement socialiste organisa l'ouverture à la concurrence du transport de voyageurs. En vue du transfert des cheminots au privé au gré des appels d'offres, il publia, en 2016, un décret socle, calqué sur les dispositions régressives

de la convention collective du fret pour les étendre à l'ensemble de la branche ferroviaire. Macron, quant à lui, a fait supprimer le statut des cheminots en 2020 pour mieux les soumettre à cette convention collective.

Il y a donc eu dans le domaine de la privatisation du transport ferroviaire, une parfaite continuité entre la gauche et la droite. Les conséquences en sont catastrophiques, tant sur le plan social qu'environnemental : le fret ferroviaire ne représente plus que 9 % du trafic de marchandises contre 46 % encore en 1974. Le trafic routier a, de son côté, explosé.

Les signataires de l'appel écrivent que « le gouvernement français doit s'opposer à cette épée de Damoclès de l'Union européenne sur Fret SNCF. » Comme si le gouvernement, ainsi que ceux qui l'ont précédé, n'étaient pas complices et même principaux instigateurs de la privatisation des équipements publics.

Les travailleurs du rail comme de l'ensemble de la société ne doivent se fier qu'au rapport de force qu'ils pourront opposer à un capitalisme aussi irresponsable que parasitaire.

Christian Bernac



Grenoble : microélectronique et économie de guerre

Un article du *Dauphiné libéré*, reprenant une étude d'une officine britannique, a révélé l'utilisation dans des armes de guerre russes de pièces élaborées dans la région grenobloise par des entreprises, dont STMicroelectronics, Soitec ou Lynred.

Cette dernière, contrôlée maintenant par Thales et Safran, avait déjà été épinglée l'an passé, avec d'autres industriels de l'armement, pour avoir vendu entre 2015 et 2020 des capteurs infrarouges, pour un montant de cinq millions d'euros, à une société russe. Son PDG s'était défendu en expliquant que les contrats ayant été signés avant l'embargo décrété en 2014 contre la Russie, ils devaient être honorés, et les profits empochés par conséquent. Aujourd'hui, des équipements grenoblois ont de nouveau été retrouvés dans des chars ou des drones de surveillance russes. Toute guerre a ses profiteurs.

Mais les rédacteurs de l'étude britannique, complaisamment relayée, n'évoquent à dessein que les armes russes. Ils dénoncent les industriels de la microélectronique comme des « rouages d'un système tentaculaire et criminel » fournissant des composants « au cœur de la machine de guerre russe ». C'est passer

sous silence le fait que les industriels français de l'armement sont aux premières places mondiales, qu'ils fournissent les pires dictateurs de la planète, leurs sales guerres ainsi que celles menées par l'armée française, notamment en Afrique, depuis des décennies.

En fait, l'interpénétration du secteur de l'armement et des autres secteurs de l'industrie, comme celui de la finance, est totale et n'est pas nouvelle. Les industries chimiques de l'agglomération grenobloise sont d'ailleurs nées durant la Première Guerre mondiale, pour fournir l'armée française en gaz de combat !

Pour rester dans le domaine actuel de la microélectronique, il est évident que l'armée se fournit en capteurs, en calculateurs, en systèmes GPS, etc. auprès des industriels. Chacun d'eux possède un département dévolu aux applications militaires pour pouvoir profiter de ce marché très rentable. Nombre

de composants peuvent en outre être utilisés tant pour des applications civiles que militaires, et les industries de l'agglomération accaparent une large part de ce marché. Un responsable de l'Observatoire des armements, une association pacifiste, constate ainsi : « Le "cerveau" de l'armement, ce qui lui permet de désigner des cibles ou de tracer des gens, est largement fabriqué dans l'écosystème grenoblois. En France, si on coupait l'activité du territoire grenoblois, l'armement ne pourrait plus réfléchir. »

Une fraction croissante de l'économie est une économie de guerre et le commerce des armes enrichit les actionnaires de



Dassault, Thales, Airbus, MBDA, Naval Group ou Nexter. La façon dont cette société utilise les mains et les

cerveaux pour des tâches de destruction suffit à la juger.

Correspondant LO

Rennes : Asem en colère

Suite à l'annonce surprise de la suppression du pool itinérant, regroupant le personnel remplaçant des agents spécialisés des écoles maternelles (Asem) de la ville de Rennes, la réaction ne s'est pas fait attendre.

Jeudi 25 mai, une centaine d'Asem, sur environ 250 employées dans les

maternelles, se sont rassemblées devant la mairie avant de défiler dans les rues de la ville derrière une banderole « Les Asem ne sont pas des pions ». Déjà en sous-effectif, elles ne veulent pas de cette suppression qui va dégrader leurs conditions de travail, et comptent bien continuer le combat. Elles

ont prévu de se mobiliser les mardis et jeudis.

À l'appel de l'intersyndicale regroupant tous les syndicats de la ville, un rassemblement était déjà annoncé pour le 1^{er} juin devant la Direction de l'éducation et de l'enfance, avec une assemblée générale.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : “un futur plus radieux” pour les actionnaires de British Telecom

Onze mille suppressions d'emplois annoncées le 16 mai chez Vodafone, 55 000 annoncées le 18 chez British Telecom (BT) : le patronat des télécommunications est à l'offensive contre les travailleurs du secteur, pour augmenter encore les dividendes versés aux actionnaires.

Le groupe BT, issu de la privatisation des services téléphoniques entre 1981 et 1984, emploie 130 000 salariés : 80 000 en Grande-Bretagne, 20 000 ailleurs dans le monde, et 30 000 dans la sous-traitance. D'ici à 2030, c'est donc plus de 40 % de ses salariés que BT compte jeter par-dessus bord. L'annonce est d'autant plus choquante que l'entreprise se porte bien : en 2022-2023, elle a

réalisé près de 2 milliards d'euros de profits ; elle a largement devancé ses concurrents Vodafone et Orange. Derrière les belles phrases sur la nécessité d'« améliorer la productivité » pour assurer à l'entreprise « un futur plus radieux », le but des compressions d'effectifs est à peine voilé : faire assurer toujours plus de services par de moins en moins de salariés, afin qu'un minimum

de l'argent récolté revienne aux salaires, et qu'un maximum aille aux dividendes.

Pas gêné, le directeur de BT, Philip Jansen, présente cette offensive majeure, décidée froidement par un cercle restreint d'individus tout dévoués aux grands actionnaires, comme une évolution indolore qui résulterait des lois naturelles de l'économie. À l'écouter, rien de plus normal que de priver des dizaines de milliers de travailleurs de leur gagne-pain puisque, avec le passage du cuivre à la fibre optique, il y aurait besoin de moins d'ingénieurs et de techniciens, et qu'avec

l'envol de l'intelligence artificielle, bien des tâches seraient bientôt réalisables par des ordinateurs plutôt que par des humains.

Pourtant, ne lui en déplaise, tous les emplois ne sont pas remplaçables, en particulier dans ce secteur des opérateurs mobiles, où il est souvent si difficile d'avoir affaire à une personne plutôt qu'à un message préenregistré pour régler un problème ! Surtout, même si le rôle de l'IA est amené à grandir dans les télécommunications comme ailleurs, l'annonce de coupes claires dans les effectifs de BT résume la folie du capitalisme. Alors que chaque progrès technique devrait être l'occasion de réduire pour tous le temps passé au travail et d'augmenter le temps libre, ce système transforme chaque percée scientifique en catastrophe sociale. D'un côté, des travailleurs sont pressés comme des citrons, épuisés par l'exploitation ; de l'autre, des travailleurs sont laissés sur le carreau, usés par le chômage. C'était la logique du capitalisme aux premiers temps de la révolution industrielle, et elle régent toujours la vie sociale

deux siècles et demi plus tard, parce que les intérêts d'une minorité de milliardaires continuent de primer sur ceux de la collectivité.

Au lendemain de l'annonce par BT de son plan de bataille contre les salariés, les dirigeants de Prospect, le syndicat des cadres, se sont contentés d'exprimer leur inquiétude et de demander plus de détails sur le plan. Quant au CWU, qui organise les travailleurs des télécommunications et du courrier, il a déclaré ne pas être surpris par l'annonce, arguant que les mutations technologiques rendent inévitables les compressions d'emplois – un vrai copier-coller du discours patronal. Dans son communiqué, ce syndicat a prié la direction de BT de ne pas procéder à trop de licenciements secs, de privilégier les non-remplacements de départs en retraite... et de réaliser les coupes de préférence chez les sous-traitants ! Avec des avocats pareils, la classe ouvrière n'a pas besoin de procureurs. Pour défendre leurs emplois, les travailleurs de BT ne devront compter que sur leurs propres mobilisations et les diriger eux-mêmes.

Thierry Hervé



Grévistes de BT en Écosse, en août 2022.

Dettes publiques : le talon de fer de la finance

Une semaine avant que la dette publique des États-Unis dépasse les 31 400 milliards de dollars, le maximum autorisé, un accord a été trouvé entre le président Biden et son opposant Kevin McCarthy, chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants.

Il reste encore au Congrès à voter cet accord avant que l'État américain atteigne ce plafond de dette, autour du 5 juin. Un tel scénario se produit régulièrement, donnant lieu à des tractations sordides entre les deux partis qui se partagent le pouvoir. Les Républicains viennent ainsi d'obtenir des coupes budgétaires dans les dépenses sociales de l'État fédéral, qui excluront des pauvres de l'aide alimentaire, si elles sont votées en accord avec les Démocrates. Dans le passé, derrière les postures destinées à leurs électeurs respectifs, les politiciens américains ont toujours fini par trouver un accord sur la dette au détriment de la population.

Année après année, aux États-Unis comme partout dans le monde, la dette publique ne cesse de grandir. En 2022, la dette publique mondiale a dépassé les 66 000 milliards de dollars, doublant en onze ans. Ramenée à la population des pays endettés cette somme représente une dette de 13 500 dollars par personne, nourrissons compris.

Si cette façon de compter rend la somme plus parlante, elle noie politiquement la question. Car cette dette n'a pas servi à ouvrir des écoles, construire des infrastructures ou des hôpitaux. Elle résulte du « quoi qu'il en coûte » pratiqué par tous les gouvernements, et des aides versées aux capitalistes et des plans de relance

pour relocaliser ou verdir la production. Elle sert à financer l'augmentation des budgets militaires, en hausse partout dans le monde. Les grands bénéficiaires sont les marchands d'armes, les Dassault, Thales, Lockheed Martin et autres. C'est aux capitalistes, tous secteurs confondus, que profite l'endettement des États.

La dette publique marque surtout l'emprise de la finance sur les États. Pour les banquiers, leur prêter avec intérêt, c'est s'assurer un profit régulier sans réaliser le moindre investissement et sans prendre de risque. C'est une rente perpétuelle sans limite et sans fin. Avec le relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales, sous prétexte de juguler l'inflation, les conditions d'emprunt se durcissent tandis que la rente augmente pour les financiers.

L'an dernier, aux États-Unis, les sommes remboursées ont dépassé

400 milliards de dollars, le tiers du budget de la Sécurité sociale américaine. En France, la dette publique a dépassé 3 000 milliards d'euros et 53 milliards d'euros ont été déboursés en intérêts.

Dans les pays plus pauvres, sous prétexte de leur faible solvabilité, les banquiers font monter les taux d'intérêt jusqu'à rendre parfois impossible de nouveaux emprunts. Pour continuer à prêter, FMI, banques centrales

et grandes puissances exigent alors des coupes claires dans les subventions aux produits de premières nécessités et des privatisations.

La dette publique est la voie principale par laquelle la grande bourgeoisie pompe les richesses créées par les travailleurs. Pour stopper le nœud coulant de la dette, il n'y aura pas d'autre voie que d'exproprier les banquiers sans indemnité ni rachat.

Xavier Lachau

